



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SOMME

Direction des affaires juridiques et de l'administration locale

Bureau de l'administration générale et de l'utilité publique

Installations classées pour la protection de l'environnement

commune d'ALBERT
Société NOVIAL

MISE EN DEMEURE

ARRÊTÉ du 16 JUIN 2014

Le préfet de la région Picardie
Préfet de la Somme
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement en particulier les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 1er août 2012 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de la région Picardie, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 2 juillet 2012 nommant M. Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 avril 2014 portant délégation de signature de M. Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2012 autorisant la société NOVIAL à exploiter des silos de stockage sur le territoire de la commune d'Albert ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 23 mai 2014 ;

Vu la transmission du rapport de l'inspection à l'exploitant reprenant les constats effectués à l'occasion de l'inspection réalisée sur le site susvisé le 15 mai 2014 ;

Considérant que l'exploitant ne respecte pas l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2012 relatif en particulier aux découplages à mettre en œuvre dans les silos de stockage présents sur le site ;

Considérant qu'en particulier, il n'y a pas de découplage de 70 mbar entre la tour de manutention du silo Brique et la cave pneumatique comme prévu à l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2012 ;

Considérant que l'absence de ce découplage pourtant prévu dans l'étude de dangers peut notablement augmenter la probabilité et la gravité d'une explosion au sein de ces volumes ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société NOVIAL à Albert de respecter les prescriptions de l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

La société NOVIAL à Albert est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune d'Albert.

ARTICLE 2

La société NOVIAL à Albert est tenue de respecter, à la notification du présent arrêté, dans un délai de trois mois, les dispositions de l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2012 pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune d'Albert et qui spécifie :

« Conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, les sous-ensembles sont isolés par l'intermédiaire de dispositifs de découplage. Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents.

Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, etc., doivent être aussi réduites que possible.

L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place :

<i>Volume A</i>	<i>Volume B</i>	<i>Nature du découplage</i>
<i>Silo brique Tour de manutention</i>	<i>Cave pneumatique</i>	<i>Cloison et porte d'une résistance minimale de 70 mbar</i>

Lorsque le découplage comprend ou est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques. L'obligation de maintenir les portes fermées doit a minima être affichée.

L'ensemble des ouvertures communicant avec les galeries inférieures et supérieures (portes et trappes de visite des cellules) est fermé pendant les phases de manutention

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les factures, copies des procédures établies, compte rendu de visite d'expert, étude de dimensionnement, etc..., qui permettent de justifier de l'efficacité et de la fiabilité des mesures mises en place. »

ARTICLE 3

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 4

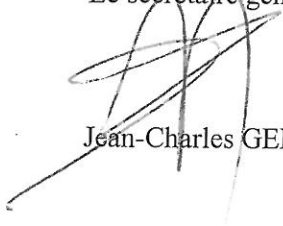
Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 5

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Péronne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Novial et dont une copie sera adressée au maire d'Albert.

Amiens, le 16 JUIN 2014
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Jean-Charles GERAY

